

## Eric Coquerel (LFI) accuse Philippe de ne pas être sur la même ligne que Macron

© 29/11/2017 |  Terre-net Média

**Edouard Philippe n'est pas favorable à une sortie unilatérale de la France du glyphosate d'ici trois ans, comme l'a pourtant annoncé le président Macron, a affirmé mercredi le député LFI Eric Coquerel à la sortie d'un entretien avec le Premier ministre.**

« **C**e que nous a annoncé le Premier ministre aujourd'hui, c'est que, contrairement à ce qu'a tweeté le président de la République, il n'y aura pas de **sortie unilatérale de la France du glyphosate** », a affirmé le responsable LFI, reçu à Matignon dans le cadre de la révision du mode de scrutin aux européennes.

« Soit on arrive à convaincre nos partenaires européens, et on le fera, soit on ne sortira pas, ce qui est contraire au tweet d'Emmanuel Macron », a fait valoir Eric Coquerel pour résumer la teneur de ses échanges avec le Premier ministre.

Emmanuel Macron a affirmé lundi que le glyphosate serait interdit en France « au plus tard dans trois ans », **malgré un vote européen réautorisant pour cinq ans cet herbicide controversé**, connu du grand public notamment sous la marque Roundup. « J'ai demandé au gouvernement de prendre les dispositions nécessaires pour que **l'utilisation du glyphosate** soit interdite en France dès que des alternatives auront été trouvées, et au plus tard dans trois ans », avait écrit le chef de l'Etat sur son compte Twitter.

Sollicité par l'AFP après les propos d'Eric Coquerel, Matignon a réagi en soulignant que l'élu Insoumis n'était « pas le porte-parole du Premier ministre ». « Le président de la République a demandé au gouvernement d'accélérer la recherche d'alternatives pour sortir du glyphosate d'ici trois ans », a-t-on indiqué, en renvoyant à la « feuille de route » en cours d'élaboration par les ministères de l'agriculture et de la transition écologique sur ces alternatives, dont « les premiers résultats » sont attendus « d'ici la fin de l'année ». « Nous avons trois ans pour atteindre cet objectif politique majeur pour la santé des Français et l'avenir d'une agriculture moins intensive en pesticide. Nous sommes confiants que nous pourrions alors convaincre nos partenaires européens car les débats récents ont montré que nous n'étions pas isolés en Europe », a-t-on indiqué.

**L'exécutif peine à faire émerger une ligne commune et claire sur le dossier du glyphosate.** Lundi soir, Matignon a « regretté » le résultat du vote européen, tandis que le ministre de l'agriculture Stéphane Travert s'est dit « heureux » qu'un consensus ait pu être trouvé au niveau des 28, malgré l'opposition de la France.

A lire aussi : [En quelques heures, le flagrant délit de « double discours » du gouvernement](#)